

Appel à une nouvelle journée de manifestations au Guatemala pour exiger la démission du Président Giammattei



Guatemala, 5 août (RHC) Des mouvements sociaux au Guatemala dirigés par des représentants des autorités autochtones ancestrales d'Iximulew ont convoqué une nouvelle journée de manifestations pour exiger la démission du président Alejandro Giammattei et de la procureure générale, Consuelo Porras.

Sous l'appel de "Grève Plurinationle 5A" la convocation est prévue pour les 5 et 6 août prochains dans plusieurs endroits du pays, après que, samedi dernier, une partie du peuple a manifesté sur la place de la Constitution de la capitale et dans d'autres régions pour exiger un changement de président et une justice dépolitisée.

L'Association des étudiants (AEU) a confirmé qu'elle se joindrait à la campagne pour recueillir des signatures en faveur de la destitution de la procureure générale. Alors que les transporteurs se sont

également ralliés à la protestation, plusieurs groupes ont bloqué le passage sur plusieurs routes lundi dernier, en rejet de l'accord obligeant les chauffeurs de taxi à acheter une assurance pour les passagers, qui est précisément entré en vigueur ce jour-là.

Il s'agit d'une assurance obligatoire de la responsabilité civile à l'égard des tiers du transport collectif urbain de passagers et de marchandises, face à laquelle le syndicat des chauffeurs de taxi a fait valoir que ce règlement violait les droits constitutionnels à l'égalité, vie et propriété car ils font allusion au fait que les collectifs ne fournissent pas de services de transport public mais de personnes.

À cet égard, le représentant légal de l'Association des chauffeurs de taxi du Guatemala, Juan Paulo González, a déclaré qu'il demanderait aux magistrats de statuer sur une action en inconstitutionnalité de l'accord. C'est pourquoi la caravane prévue prétend achever son parcours justement devant la Cour constitutionnelle, action qu'elle entend répéter jeudi et vendredi.

Le Parlement Xinca, au nom de l'ethnie homonyme du sud-est du pays, dénonce le fait que sous la direction de Giammattei et de Porras, des violations des droits ont été commises en considérant que les institutions ont été prises par l'exécutif, ce qui est contraire à la séparation des pouvoirs.

Les mobilisations ont entre autres causes, le rejet populaire de l'approbation du budget 2021 par le Congrès, qui a inclus des coupes dans l'éducation, la santé et la justice. En outre, les citoyens guatémaltèques demandent à l'État de disposer de politiques publiques pour faire face à la pandémie de Covid-19 de manière globale.

Source Telesur

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/266154-appel-a-une-nouvelle-journee-de-manifestations-au-guatemala-pour-exiger-la-demission-du-president-giammattei>



Radio Habana Cuba